

ERAGNY-SUR-OISE

N°INSEE 95218

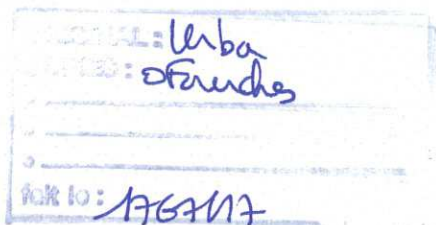
| Num | Codserv | Intitulé de la servitude | Désignation de la servitude | Libelle acte | Date de l'acte |
|------|---------|--|--|----------------|----------------|
| 3540 | AC2 | Ministère de la Culture - Ministère de l'Ecologie Protections des sites : Servitudes de protection des sites et des monuments naturels classés et inscrits. | Ile de Dérivation (S.Ins.) | Arrêté | 09/12/1947 |
| 4520 | EL3 | Ministère de l'Equipement, Ministère de l'Ecologie, Ministère de la Santé, Concessionnaire Navigation intérieure : Servitudes de halage et de marchepied, conservation du domaine public fluvial. | Halage | Décret Modifié | 16/12/1964 |
| 4600 | I1Bis | Ministère de l'Industrie Hydrocarbures liquides: Société de transport de produits pétroliers (TRAPIL) | Hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression (pipeline Le Havre-Paris n° 1 et 2) Conduites n°1 - 273mm, n°2- 323mm, D.U.P. du 19/05/52. n°3- 508 mm D.U.P. du 05/08/64 | Décret Modifié | 08/07/1950 |
| 5540 | I3 | Ministère de l'Industrie : Gaz: Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz. | Canalisation 80 mn Antenne ERAGNY (Z.A.C.) | | |
| 5255 | I3 | | Canalisation 50mm Antenne de CONFLANS Ste H. "Norton" | | |
| 5175 | I3 | | Canalisation 200mm St OUEN l'AUMONE - CONFLANS Ste H. | | |
| 5810 | I4 | Ministère de l'Industrie Electricité: Servitudes relatives à l'établissement des lignes électriques. | Liaison aérienne 225 kV n°3 CERGY-CORMEILLES-FROMAINVILLE | Décret | 06/10/1967 |
| 5760 | I4 | SERVICES RESPONSABLES NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX : Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts : • DREAL, • RTE. Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale • DREAL, • Distributeurs ERDF et /ou Régies. | Liaison aérienne 63 Kv n°1 BREVAL-CORMEILLES-FROMAINVILLE | Décret | 06/10/1967 |
| 6000 | I4 | | Liaison aérienne 225 kV n°4 CERGY-CORMEILLES-FROMAINVILLE | Décret | 06/10/1967 |
| 5750 | I4 | | Liaison aérienne 63 Kv n°1 BREVAL - HERBLAY - PUISEUX | Décret | 06/10/1967 |
| 6400 | PM1 | Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement - Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) naturels prévisibles (Art. L 562-1 et suivants du Code l'Environnement) Risques naturels: Servitudes résultant des périmètres de prévention des risques naturels et des risques miniers. Enveloppe des zonages réglementaires des plans de prévention des risques naturels opposables ou prescrits. | (P.P.R.I.) Plan de Prévention des Risques (Inondations Fluviales de l'Oise) | Arrêté Modifié | 05/07/2007 |
| 6320 | PM1 | | Zones de risques liées à la présence d'anciennes carrières souterraines abandonnées - Article L 562-6 du Code de l'Environnement valant Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.) au titre du risque de mouvements de terrains. | Arrêté | 08/04/1987 |

ERAGNY-SUR-OISE

N°INSEE 95218

| Num | Codserv | Intitulé de la servitude | Désignation de la servitude | Libelle acte | Date de l'acte |
|------|---------|---|---|----------------|----------------|
| 6610 | PT1 | Agence Nationale des Fréquences, Opérateur de réseau Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électro-magnétiques. | CENTRE d' ERAGNY sur Oise - C.C.T.n° 95.22.005 (Zone de garde) rayon de 500 m | Décret | 27/09/1996 |
| 6620 | PT1 | | CENTRE d' ERAGNY sur Oise. - C.C.T.n° 95.22.005 (Zone de protection) rayon de 1500m | Décret | 27/09/1996 |
| 7410 | PT2 | Ministères et exploitants publics de communications électroniques. Servitudes de protection des centres radio-électriques d'émission et de réception contre les obstacles | LIAISON Ste GENEVIEVE (60) - St GERMAIN EN LAYE (78) | Décret Modifié | 27/11/1989 |
| 7501 | PT2 | | LIAISON TAVERNY - GAUCIEL (27) | Décret | 27/11/2012 |
| 8090 | PT3 | Agence Nationale des Fréquences, Opérateur de réseau. Télécommunications: Communications téléphoniques et télégraphiques: Servitudes attachées aux réseaux de télécommunication | Câble F.78 U 06 SAINT GERMAIN en Laye - ERAGNY sur Oise | | |
| 8200 | PT3 | | Câble F.303/01 PARIS - ROUEN | | |
| 8170 | PT3 | | Câble FO 304/01 PARIS - LILLE | | |
| 8210 | PT3 | | RU 95148 ARGENTEUIL - ERAGNY sur Oise | | |
| 8300 | PT3 | | Câble F.95 U 02 Eragny/O - Le Plessis Bouchard | | |
| 8080 | PT3 | | Câble F.95 U 01 ERAGNY - ST GERMAIN EN LAYE | | |
| 8320 | T1 | Direction Générale de l'Aviation Civile, SNCF, Collectivités, Concessionnaires Voies ferrées: Servitudes relatives aux chemins de fer et aux croisements fer/route | Zone en bordure de laquelle s'appliquent les servitudes relatives au chemin de fer | Loi | 15/07/1845 |

Fin des Servitudes



Monsieur Thibault HUMBERT
Mairie d'Eragny sur Oise
Place Louis Don Marino,
95 610 ERAGNY SUR OISE

Pontoise le, 12 juillet 2017

A l'attention de Madame Marlène JAN

OBJET : Délibération du 28 juin 2017

N/Réf : EP/MHC/SC/JC/17/1192

Affaire suivie par Madame Stéphanie CHARTON

☎ 01 30 32 74 59

Courriel : s.charton@siarp.fr



Monsieur le Maire,

Le Comité Syndical du SIARP s'est réuni le 28 juin 2017 pour délibérer sur la modification des modalités d'application de la Participation pour le Financement à l'Assainissement Collectif (PFAC) aux travaux d'extension et de changement de destination.

Jusqu'au 1^{er} juillet 2017, le SIARP soumettait à la PFAC l'ensemble des projets de construction et de réaménagement mais certaines difficultés d'interprétation et d'application sont apparues, générant parfois une incompréhension des constructeurs dans l'application de la PFAC notamment à certaines extensions de logement ou certains travaux de réaménagement, et des demandes d'éclaircissement.

En effet, comme le précise l'article 1331-7 du Code de la Santé Publique, cette participation est due pour ce type de travaux à condition qu'ils génèrent des eaux usées supplémentaires.

Or, déterminer si le projet entraîne un supplément d'eaux usées n'est pas aisé et dépend notamment des informations fournies dans le dossier de demande de permis de construire ou de déclaration préalable.

Aussi, afin de clarifier les règles d'application de la PFAC dans de tels cas, d'autant que les montants en cause sont faibles, le SIARP a décidé de modifier les conditions d'application dans les cas exposés ci-avant, à savoir en excluant de son champ d'application :

- Les extensions d'une surface de plancher inférieure ou égale à 40 m²
- Les changements de destination et transformation, sans modification de la surface de plancher, de logements (catégorie I) : - en bureaux (catégorie II.1)
- en crèche/ maison du petit enfant (catégorie II.2)

De plus, le SIARP avait instauré un seuil de 100 € en dessous duquel les titres de recettes relatifs aux PFAC n'étaient pas mis en recouvrement. Ce seuil est supprimé à la demande du comptable public.

Vous pouvez prendre connaissance de cette nouvelle délibération en pièce jointe.



J'attire cependant votre attention sur le fait que ces modifications sont sans incidence sur la nécessité pour le SIARP d'informer les pétitionnaires des prescriptions techniques qui s'appliquent à leur projet. Ainsi, je vous invite à continuer à nous transmettre l'ensemble des demandes d'autorisation

d'urbanisme (CU, DP, PA, PC) quelle que soit la surface de plancher ou le projet concerné, mais également les déclarations d'ouverture de chantier ainsi que les déclarations d'achèvement de travaux. Ces derniers documents nous permettent de vérifier l'avancement de la construction.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à mes salutations les plus amicales.

Emmanuel PEZET
Président du SIARP





SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ASSAINISSEMENT
73, rue de Gisors - 95300 PONTOISE

Accusé de réception en préfecture
095-200034296-20170628-DCS2017-06-066-
DE
Date de réception en préfecture : 05/07/2017
Date de réception préfecture : 05/07/2017

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU COMITE SYNDICAL DU 28 JUIN 2017**

Date de Convocation : 21 juin 2017

Date d'Affichage : le 5 juillet 2017

Nombre de délégués : En exercice : 60

Présents : 34

Votants : 46

L'an deux mille dix sept le 28 juin à dix huit heures trente minutes, le Comité Syndical légalement convoqué, s'est réuni au siège administratif du Syndicat, 73 rue de Gisors à Pontoise, sous la présidence de Monsieur Emmanuel PEZET,

ETAIENT PRESENTS :

MM. Jean ABONDANCE, Marc BATHELIER, Olivier BENARD, Mme. Anne-Marie BESNOUIN, MM. Hervé CHABERT, Philippe CHAUVIN, Jean-Pierre COLOMBIER, Xavier COSTIL, Mme. Monique COURTIN, M. Gérard DALLEMAGNE, Mme. Murielle DUFLOS, MM. Olivier FOURCHES, Mmes. Christiane GAUDINOT, Mireille GONON, Véronique LAVERT, MM. Gérard LEROUX, Alain LIBAUDE, Mme Dominique LETERME, MM Jean-Luc MAIRE, Alain MATEOS, Patrick PELLETIER, Albert RAULT, Martial RICHARD, Jean-Marie RUFFIANDIS, Jean SCHRAM, Mme. Nicole SIEPI, MM. Jean-Pierre STALMACH, Roger TESSIER, Mme. Chantal TEYSSOT, MM. Jean-Pierre THENIER, Gilles THOMAS, Jacques VERGNAUD, Mme. Brigitte VINCENT

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE POUVOIRS :

M. Daniel BOUSSON, pouvoir à Mme. Mireille GONON
Mme. Catherine COSSON, pouvoir à M. Jean-Pierre RUFFIANDIS
M. Claude DASSE, pouvoir à M. Jean-Pierre STALMACH
M. Rachid EL KARRHOUBI, pouvoir Mme. Murielle DUFLOS
M. Daniel ENGUERAND, pouvoir à M. Albert RAULT
M. Gérard FRAISSE, pouvoir à M. Patrick PELLETIER
M. Michel GUIARD, pouvoir à M. Jean-Pierre THENIER
M. Romain MATHIEU, pouvoir à M. Alain MATEOS
M. Derry METAIS, pouvoir à M. Olivier BENARD
M. Jean-Marie ROLLET, pouvoir à M. Hervé CHABERT
Mme. Marie-France TRONEL, pouvoir à M. Xavier COSTIL
M. Joël VANDAMME, pouvoir à Mme Christiane GAUDINOT

A 19 h 05, arrivée de M. Olivier FOURCHES qui n'a pas pris part au vote des dossiers n° 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12

A 19 h 50, départ de M. Jean SCHRAM qui n'a pas pris part au vote du dossier n° 13.

ABSENTS EXCUSES :

M. Jean-Pierre HARDY, Mmes. Monique MERIZIO, Valérie ZWILLING

ABSENTS : Mme. Christine ABOULIN, MM., Christophe AVENEAU, Alain CHANTEPIE, Mmes. Françoise CORDIER, Martine DAINE, M. Sébastien DRUART, Mme. Florence FOURNIER, MM. Daniel LE MOINE, Régis LITZELLMANN, Philippe MICHEL, Eric NICOLLET.

COMITE SYNDICAL DU 28 JUIN 2017

6 - OBJET : PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC) : MODIFICATION DES MODALITES D'APPLICATION AUX TRAVAUX D'EXTENSION

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1331-7, L. 1331-7-1 et L. 1331-10,

VU la délibération du comité Syndical du SIARP du 12 juin 2013 relative à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif, et la délibération modificative du 16 décembre 2015,

Considérant que depuis l'adoption des délibérations susvisées, la pratique a mis en lumière de nombreuses difficultés d'application et une incompréhension systématique des constructeurs dans certains cas d'application de la PFAC notamment aux extensions de logements, se traduisant par de nombreuses demandes d'éclaircissement voire des réclamations contentieuses,

Considérant que compte tenu du risque contentieux, du peu d'informations fournies par les pétitionnaires et du temps passé à traiter les réclamations concernées, alors que les montants de PFAC en cause sont faibles, il apparaît pertinent de modifier les conditions d'application de la PFAC dans les cas exposés ci-après,

Considérant que les modifications ainsi apportées à la délibération précédente relative à la PFAC ne concernent que des projets de faible ampleur. (à titre d'exemple, cela a représenté, en 2016, 1,5% des sommes prescrites).

LE COMITE,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

A L'UNANIMITE,

APPROUVE les modalités d'application de la PFAC telles qu'elles sont exposées ci-après et intégrant les modifications proposées,

Article 1. Dispositions générales

La PFAC est perçue par l'EPCI compétent en matière d'assainissement collectif.

La perception de la PFAC est justifiée par l'économie réalisée par le propriétaire puisqu'il bénéficie de l'assainissement collectif et n'a donc pas besoin de réaliser ou de réhabiliter une installation d'assainissement autonome.

Son fait générateur est le raccordement au réseau public. Cela implique que la PFAC est exigible et doit être liquidée à la date du raccordement de l'immeuble ou à la date de réalisation des travaux d'extension / réaménagement.

Article 2. Champ d'application

➤ Immeubles et travaux concernés :

La PFAC est due pour le raccordement de tout(e) :

1. **construction neuve**, y compris reconstruction après démolition volontaire ou après sinistre,
2. **extension d'un immeuble existant** (déjà raccordé au réseau d'assainissement collectif) entraînant un supplément de rejet d'eaux usées. Cette condition exclut dans tous les cas les extensions inférieures ou égales à 40m² de surface de plancher,
3. **changement de destination/réaménagement** de tout ou partie d'un immeuble existant (déjà raccordé au réseau d'assainissement collectif) entraînant un supplément de rejet eaux usées. Cette condition exclut dans tous les cas les changements de destination qui conduisent, à surface identique, à transformer des logements (catégorie I) :
 - a. en bureaux (catégorie II.1)
 - b. en crèche/maison du petit enfant (catégorie II.2),
4. Immeuble existant, non raccordé, et ne disposant d'aucun dispositif d'assainissement non collectif (ANC) ou disposant d'une installation d'ANC non conforme,

Les immeubles existants, non raccordés, disposant d'une installation d'ANC conforme ne sont pas soumis à la PFAC lorsqu'ils se raccordent au réseau collectif desservant leur propriété. Le propriétaire doit justifier d'un contrôle de bon fonctionnement de son ANC datant de moins de 6 mois à la date du raccordement.

Il est rappelé que les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires (L. 1331-4 du Code de la Santé Publique). De la même manière, les équipements propres réalisés dans le cadre d'opérations d'aménagement sont à la charge exclusive des aménageurs (L. 312-15 du Code de l'urbanisme).

➤ Redevables :

Aucune exonération ne peut être accordée en considération du statut juridique du redevable (collectivités, service public...).

Seuls les propriétaires au moment du raccordement effectif de l'immeuble sont redevables, à l'exclusion de toute autre personne, notamment les aménageurs et lotisseurs. En cas de vente de l'immeuble avant la mise en recouvrement de la PFAC, celle-ci reste due par l'ancien propriétaire.

- La PFAC « locaux d'habitation » (catégorie I) est due par les propriétaires des immeubles d'habitation concernés par les travaux, soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique.

COMITE SYNDICAL DU 28 JUIN 2017

- Le tarif applicable aux autres locaux (catégorie II) appartenant aux redevables « assimilés domestiques » et « non domestiques » est le même afin de tenir compte des problématiques communes entre ces deux catégories d'usagers.
Ainsi, la PFAC « autres locaux » est due par
- 5. les propriétaires d'immeubles et d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique qui demandent à bénéficier du droit de raccordement au réseau public de collecte prévu par l'article L1331-7-1 du code de la santé publique,
- 6. les propriétaires et/ou exploitants d'immeubles et d'établissements qui produisent des eaux usées non domestiques qui demandent à se raccorder en vertu de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. La PFAC « non domestiques » peut être déterminée selon des modalités (assiette, tarif etc.) différentes de celles prévues ci-après par une convention spéciale de déversement.

➤ ZAC et opération d'aménagement :

Lorsque dans le périmètre d'une ZAC non supprimée, l'aménageur supporte tout ou partie du coût de construction du réseau public de collecte des eaux usées compris dans le PEP de la zone, la PFAC n'est pas exigible auprès des constructeurs qui se raccordent aux réseaux d'assainissement créés par l'aménageur.

Lorsqu'il est nécessaire, pour répondre aux besoins des futurs usagers ou habitants de la ZAC, de réaliser des travaux sur des ouvrages d'eaux usées du SIARP situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de ZAC (extension, redimensionnement, reprofilage), le SIARP décidera en concertation avec le maître d'ouvrage de la ZAC et le cas échéant, l'aménageur/concessionnaire qu'il aura retenu :

- o de demander l'inscription de ces investissements au programme des équipements publics à la charge de l'aménageur. Dans ce cas, une convention conclue entre le SIARP, le maître d'ouvrage de la ZAC (CACP ou communes) et/ou l'aménageur/concessionnaire prévoit les modalités de réalisation de ces équipements, sous maîtrise d'ouvrage du SIARP ou de l'aménageur/concessionnaire, et les modalités de financement de ces travaux.
- o d'assurer la maîtrise d'ouvrage et de supporter le coût de ces travaux ; dans ce cas, la PFAC peut être perçue dans les conditions de droit commun auprès de tous les constructeurs situés dans la ZAC déterminée. Dans cette hypothèse, le SIARP et le maître d'ouvrage de la ZAC délibèrent conjointement pour acter le principe de la perception de la PFAC dans ce périmètre.

Au fur et à mesure de l'élaboration des projets d'aménagements, les aménageurs ou maîtres d'ouvrages publics (CACP ou communes) communiquent au SIARP les éléments permettant d'évaluer les besoins de travaux sur les ouvrages d'eaux usées (extension, redimensionnement, reprofilage).

Ils informent également le SIARP de la création, la modification ou la suppression d'un périmètre de ZAC.

Les aménageurs publics et le SIARP identifient les coûts nécessaires pour répondre aux besoins de la ZAC (hors équipements propres) y compris lorsque le PEP comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement au SIARP (à l'extérieur ou à l'intérieur du périmètre de la ZAC).

En l'absence d'informations (notamment sur la modification d'un périmètre), le SIARP appliquera la PFAC sur la base des dernières données connues.

Un plan identifiant les périmètres des ZAC dans lesquels la PFAC n'est pas perçue auprès des constructeurs est annexé à la présente délibération. Il est mis à jour, autant que de besoin, en concertation avec les aménageurs publics et sans qu'il soit besoin de délibérer à nouveau.

Article 3. Détermination de la catégorie tarifaire en fonction de l'affectation des immeubles/locaux

Les surfaces ainsi que l'affectation des locaux (habitation, commerce etc...) retenues pour déterminer la catégorie tarifaire sont celles déclarées par le pétitionnaire dans la demande d'autorisation de construire, dans la demande de raccordement ou par tout autre moyen (courrier au SIARP etc...).

En cas d'imprécision, les locaux seront classés dans la catégorie I (logement individuel et collectif).

Article 4. Assiette de la PFAC

En cas de construction neuve, reconstruction, extension, ou réaménagement / changement de destination, l'assiette de la PFAC est le nombre de m² de surface de plancher créée ou réaménagée indiqués par le propriétaire.

Afin de tenir compte de l'économie réellement réalisée en cas de démolition préalable et en cas de changement de destination la moitié de la surface de plancher démolie ou supprimée par changement de destination est déduite de la surface de plancher créée. Le tarif applicable à la surface ainsi obtenue est celui de la catégorie des locaux créés.

Pour les terrains de camping, l'assiette est l'emplacement créé.

Pour le raccordement des immeubles existants ne disposant d'aucune installation d'ANC ou disposant d'une installation d'ANC non conforme, la PFAC est forfaitaire.

Article 5. Tarifs

Les tarifs de la PFAC sont révisés automatiquement au 1er janvier de chaque année par application de l'indice INSEE du coût de la construction (dernier indice connu).

COMITE SYNDICAL DU 28 JUIN 2017

Accusé de réception en préfecture
095-200034296-20170628-DCS2017-06-066-
DE
Date de télétransmission : 05/07/2017
Date de réception préfecture : 05/07/2017

⇒ Catégorie I - Locaux d'habitation (Logement individuel ou collectif)

| Sous-catégorie | Unité | Tarif |
|--|--|----------|
| 1. Construction neuve - Extension - Changement de destination/réaménagement | le m ² de surface de plancher créé | 21,67 € |
| 2. Immeuble existant et non raccordé disposant d'un ANC non conforme | Forfait | 203,99 € |
| 3. Immeuble existant et non raccordé ne disposant pas d'un ANC | Forfait | 407,98 € |

⇒ Catégorie II - Autres Locaux (assimilés domestiques et non domestiques)

| Sous-catégorie | Unité | Tarif |
|--|--|--|
| 1. Bureaux, locaux commerciaux, artisanaux, industriels (y compris entrepôts) et services publics ou d'intérêt collectif (hors hébergement) de 0 à 100 m ² de 101 à 500 m ² de 501 à 1000 m ² Au-delà de 1001 | le m ² de surface de plancher créée | 21,67 € 10,61 € 8,67 € 5,41 € |
| 2. Services d'hébergement (Hôtel, résidence de type hôtelière ou universitaire, foyer-logement, établissement hospitalier, clinique...) | le m ² de surface de plancher créée | 16,26 € |
| 3. Création ou extension de terrain d'accueil de camping, caravanes, habitat léger de loisirs ou équivalent, | l'emplacement | 325,12 € |
| 4. Locaux à usage agricole et tous autres usages non assimilables aux usages listés ci-avant | le m ² de surface de plancher créée | 5,41 € |
| 5. Immeuble existant et non raccordé disposant d'un ANC non conforme | Forfait | 203,99 € |
| 6. Immeuble existant et non raccordé ne disposant pas d'un ANC | Forfait | 407,98 € |

Article 7. Exigibilité, liquidation et mise en recouvrement

La PFAC est exigible et liquidée à la date du raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte ancien ou nouveau, ou à la date d'achèvement de l'extension ou du réaménagement/changement de destination d'un immeuble déjà raccordé.

Pour toutes les catégories tarifaires, le montant de la PFAC est plafonné à 80 % du coût estimé d'une installation autonome adaptée au projet, diminué du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée

par le SIARP. En cas de contestation le pétitionnaire devra soumettre au SIARP le devis correspondant à l'installation d'un système autonome approprié.

Pour la mise en recouvrement, le SIARP pourra considérer comme justificatif de l'assiette (surface de plancher) et de la date du raccordement ou de la réalisation des travaux, alternativement :

1. L'attestation de raccordement ou le contrôle de conformité du branchement réalisé par un technicien SIARP,
2. L'autorisation de raccordement mentionnant le montant de la PFAC,
3. au besoin le SIARP procédera à une relance auprès
 - des bénéficiaires de permis de construire, 18 mois après la délivrance du permis de construire si aucune demande de raccordement ou de contrôle n'a été formulée au SIARP par le bénéficiaire,
 - des bénéficiaires d'une autorisation de raccordement, 6 mois après délivrance de cette autorisation si aucune demande de contrôle n'a été formulée au SIARP par le bénéficiaire.

A défaut de réponse à la relance, un agent du SIARP pourra constater sur place la construction de l'immeuble ou de l'extension et/ou sa mise service ou son occupation. Ce constat donnera lieu à l'envoi d'un courrier au propriétaire rappelant le montant de la PFAC due.

4. Tous autres moyens notamment informations fournies par le distributeur d'eau potable, la déclaration d'achèvement des travaux transmise par les communes, l'arrêté de permis de construire, etc...

Tout usager contestant cette mise en recouvrement pourra à tout moment demander un contrôle du SIARP. Le titre sera annulé après réalisation du contrôle montrant que les travaux n'ont pas été réalisés.

DIT que ces nouvelles modalités d'application détaillées ci-avant s'appliquent aux travaux d'extension ou de changement de destination achevés ou aux raccordements réalisés après le 1er juillet 2017, quand bien même l'autorisation d'urbanisme aurait été délivrée avant.

Pour extrait conforme,
Emmanuel PEZET,

Président.

Annexe à la délibération du conseil de la communauté du 14 décembre 2010
Liste des ouvrages précédemment remis et des travaux restant à réaliser dans le cadre de la concession
d'aménagement notifiée le 2 avril 2010 à « Cergy-Pontoise Aménagement ».

Ouvrages réalisés, achevés et gérés par la commune :

- Rue de l'Ormetteau (tronçon de voie ER 9) et belvédère (PV signé)
- Boulevard de la Commune de Paris (tronçon de voie ER 11, 13) (PV signé)
- Rue Salvador Allendé (tronçon de voie ER 8, 10) (PV signé)
- Avenue Albert Camus (tronçon de voie ER 3, 5, 7) (PV signé)
- Rue Roger Salengro (tronçon de voie ER 16, 18, 20) (PV signé)
- Parking de la Gare SNCF (PV signé)
- Bois des Pincevents (PV signé)
- Coulée verte (PV signé)
- Parc urbain et la passerelle des Longues Rayes (PV signé)
- Chemin piétons de l'îlot de la Danne (partiel) (PV signé)
- Chemin piétons des Cottages (PV signé)
- Berge de l'Oise (PV signé)
- Chemin piétons de l'îlot de la Marne (pas de trace retrouvée d'un PV signé dans les documents de l'EPA)
- Chemin piétons de l'îlot de la Challe et la Place du Marché (PV signé)
- La Challe espaces publics (PV signé)
- Bois et tennis de l'îlot du Fond (PV signé)
- Allée du Stade (PV signé)
- Rue Jacques Prévert tronçon de voie ER 2) (PV signé)
- Rue des Pinsons (tronçon de voie ER 17) (pas de trace retrouvée d'un PV signé dans les documents de l'EPA)
- Espaces publics de la Ronière (pas de trace retrouvée d'un PV signé dans les documents de l'EPA)
- Espaces publics de la Cavée (PV signé)
- Passage inférieur reliant la Ronière aux Pincevents (PV signé)
- Avenue Ferdinand Chatelain tronçon de voie ER 12 entre la rue de Pierrelaye et la Voie 3 boulevard Charles de Gaulle) (PV signé)
- Espaces publics de l'îlot des Fonds (PV signé)
- Espaces publics de l'îlot des Dix Arpents (PV signé)
- Espaces publics de l'îlot de la Butte (PV signé)
- Espaces publics de l'îlot du Champ du Grillon (PV signé)
- Espaces publics de l'îlot des Beaux Arpents (pas de trace retrouvée d'un PV signé dans les documents de l'EPA)
- Espaces publics de l'îlot des Longues Rayes (pas de trace retrouvée d'un PV signé dans les documents de l'EPA)
- Espaces publics du lotissement de la Miramène (pas de trace retrouvée d'un PV signé dans les documents de l'EPA)
- Chemin de la Carrière à Pépin (PV signé)
- Rue de Flore (pas de PV envoyé par l'EPA période de Liquidation, - Refus de la remise des ouvrages par la Commune)
- Rue du Parc (pas de PV envoyé par l'EPA période de Liquidation)
- Rue du Bas Noyer et le giratoire (PV signé)
- Rue du Clos Santeuil (de la rue du Bas Noyer à la voie SNCF) (PV signé)
- Rue des Frênes et giratoire sur l'avenue des gros Chênes (PV signé)



Annexe à la délibération du conseil de la communauté du 14 décembre 2010
Principaux effets de la suppression de ZAC :

- **Plan d'Aménagement de Zone :**

Eragny-sur-Oise : le PAZ reste en vigueur jusqu'à approbation du PLU d'Eragny-sur-Oise arrêté par décision du Conseil municipal fin 2010 – début 2011.

Saint-Ouen-l'Aumône : la suppression de la ZAC est sans effet sur le contenu des règles applicables dans la zone puisque le PLU de Saint-Ouen l'Aumône a été approuvé en décembre 2006.

- **Gestion des droits à construire et des prescriptions contenues dans les Cahiers des Charges de Cession de Terrain (CCCT) :**

Les CCCT peuvent relever de deux régimes juridiques distincts en fonctions de leur date d'approbation :

- Les CCCT signés avant l'entrée en vigueur de la loi SRU demeurent soumis au régime antérieur au 14/12/2000 ;
- Les CCCT signés depuis le 1^{er} avril 2001 deviennent caducs à la date de la suppression de la ZAC.

- **Divisions foncières :**

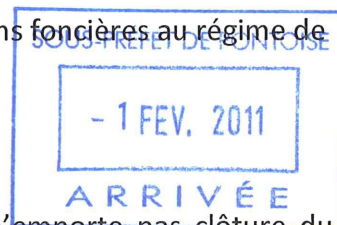
La suppression de la ZAC a pour effet de soumettre toutes les divisions foncières au régime de droit commun.

- **Conséquences budgétaires, comptables et fiscales pour la CACP :**

- Clôture budgétaire de l'opération : la suppression d'une ZAC n'emporte pas clôture du budget annexe puisque la CACP a choisi de regrouper l'ensemble des opérations d'aménagement transférées par l'EPA dans un seul et même budget annexe.
- Suivi comptable : le suivi comptable des stocks se fait à l'échelle du budget annexe global et, quelle que soit la situation comptable de la ZAC supprimée, elle n'apparaît pas en tant que telle, étant consolidée avec celles des sous-opérations ;
- Conséquences fiscales (TVA) : la CACP ayant choisi de ne considérer qu'un seul secteur fiscal pour l'ensemble de son budget annexe, la suppression individuelle des ZAC n'aura pas de répercussions sur le plan fiscal.

- **Taxe Locale d'Equipement (TLE) :**

A la date de suppression de ZAC, les villes d'Eragny-sur-Oise et de Saint-Ouen l'Aumône percevront de plein droit cette taxe établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature (de plein droit pour les communes de plus de 10.000 habitants).



Travaux inscrits au bilan de la ZAC, restant à réaliser par Cergy-Pontoise Aménagement dans le cadre de la concession d'aménagement.

Travaux de finition à réaliser et remettre :

- Rue de Flore (tronçon depuis la 2ème et 3ème tranche de Bouygues Immobilier jusqu'à la rue de la Marne) ;
- Rue des Erables ;
- Rue du Gros Murger et avenue des Bellevues : abords Lot E (travaux de viabilisation et de finition).

Travaux achevés à remettre à la Ville d'Eragny-sur-Oise

- Square de la rue de Flore (en attente de réception des travaux) ;
- rue de Flore (en attente de réception des travaux).



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**

141210-n°14

SEANCE DU :
14 DECEMBRE 2010

Date de convocation du
Conseil : 07 décembre
2010

Le nombre de délégués en
exercice est de 65

Le Président de la
Communauté d'Agglo-
mération certifie que la
présente délibération a été
transmise en Sous-
Préfecture le :

01 FEV. 2011

et affichée à la porte de
l'Hôtel d'agglomération
le :

01 FEV. 2011

LE PRESIDENT

Dominique LEFEBVRE



L'an deux mille dix, le 14 décembre à 19 H 30, le Conseil de la Communauté, légalement convoqué le 07 décembre 2010, s'est réuni à l'Hôtel d'Agglomération, sous la Présidence de Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

ETAIENT PRESENTS :

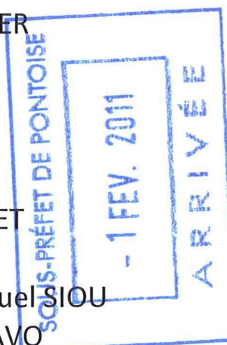
David AIME, Anne-Marie BESNOUIN, Gérard BURN, Florence CAIGNARD, Lydia CHEVALIER, Agnès COFFIN, Françoise COURTIN, Didier DAGUE, Gérard DALLEMAGNE, Chantal DARDELET, Maurice DESCAMPS, Laurent DUMOND, Christine ERARD, Cécile ESCOBAR, Marc FARGE, Jacques FEYTE, Christiane FRANCHETTE, Francette GAUDIN, Jean-Philippe GENTA, Dominique GILLOT, Maryse GINGUENÉ, Christian GOURMELEN, Michel GRANGER, Roland GROS, Sébastien HOPIN, Elvira JAOUEN, Jean-Paul JEANDON, Michel JUMELET, Hussen KEBE, Raphaël LANTERI, Cédric LAPERTEAUX, Monique LEFEBVRE, Sylvie LEMAITRE, Nathalie LEPETIT, Gilbert MARSAC, Françoise MARTIN, André METZGER, Bernard MORIN, Joël MOTYL, Eric NICOLLET, Emmanuel PEZET, Christophe PRAS, Alain RICHARD, Jean-Claude RODHAIN, Jean-Marie ROLLET, Bernard ROUSSEL, Rose-Marie SAINT-GERMES AKAR, Andrée SALGUES, Christophe SCAVO, Emmanuel SIOU, Bruno STARY, Sandrine THILIE, Thierry THOMASSIN, Jean-Claude WANNER

ABSENTS AYANT DONNE POUVOIR :

Moussa DIARRA qui a donné pouvoir à Laurent DUMOND
Philippe HOUILLON qui a donné pouvoir à Emmanuel PEZET
Pierre JANCOU qui a donné pouvoir à Françoise COURTIN
Armelle LEGRAND-ROBERT qui a donné pouvoir à Emmanuel SIOU
Marie-Joëlle LIEGES qui a donné pouvoir à Christophe SCAVO
Mohamed Kassim MASTHAN qui a donné pouvoir à Christine ERARD
Jean-Pierre PARAY qui a donné pouvoir à Dominique GILLOT
Denis PIERRE qui a donné pouvoir à Jean-Marie ROLLET
Eric PROFFIT-BRULFERT qui a donné pouvoir à Nathalie LEPETIT

ABSENT : Mehdi HADJAB

SECRETAIRE DE SEANCE : Raphaël LANTERI

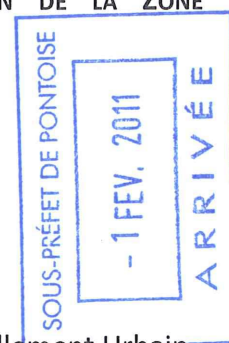


Communauté d'agglomération
de Cergy-Pontoise

Hôtel d'agglomération
Parvis de la Préfecture - BP 80309
95027 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : 01 34 41 42 43 - Fax 01 34 41 42 44
e-mail : courrier@cerypontoise.fr

141210- n°14

Objet : AMENAGEMENT – ERAGNY ET SAINT OUEN L'AUMONE : SUPPRESSION DE LA ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DU PLATEAU D'ERAGNY



LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article R. 311-12,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain,

VU la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme et à l'Habitat,

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 septembre 1972, prorogé le 9 janvier 1973 et modifié le 21 novembre 1988 portant création de la ZAC du plateau d'Eragny et confiant sa réalisation à l'Etablissement Public d'Aménagement de Cergy-Pontoise,

VU le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ), son règlement ainsi que le Programme des Equipements Publics, approuvés par arrêté préfectoral le 3 février 1975 et modifié les 8 avril 1975, 4 septembre 1979, 13 octobre 1998 et 4 novembre 2004,

Vu l'arrêté préfectoral n°02-180 en date du 30 décembre 2002 transférant l'initiative et la compétence pour la création et la réalisation de la ZAC au SAN Cergy-Pontoise, auquel s'est substitué la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise,

VU la délibération n°12 du 15 décembre 2009 du Conseil communautaire portant sur le principe d'engager la suppression des ZAC en voie d'achèvement et notamment la ZAC du plateau d'Eragny,

VU la concession d'aménagement notifiée en date du 2 avril 2010 à la SPLA « Cergy Pontoise Aménagement » (CPA),

VU le rapport d'Emmanuel Pezet proposant de se prononcer sur la mise en œuvre de la suppression de la ZAC du plateau d'Eragny à Eragny-sur-Oise et Saint-Ouen-l'Aumône,

CONSIDERANT que la ZAC du plateau d'Eragny a été créée à l'initiative de l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA), afin d'aménager et d'équiper un espace urbain de 347 hectares ; qu'elle se décompose en deux espaces distincts :

- au sud, une zone d'habitation correspondant au plateau d'Eragny : c'est le secteur dit « Eragny ZOH » ;
- au nord, entre le boulevard Charles-de-Gaulle et l'autoroute A15, une partie du parc d'activités des Bellevues : il s'agit du secteur « Bellevues Ouest ».

CONSIDERANT que cette opération a été réalisée en régie, puis a été récemment confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement « Cergy Pontoise Aménagement » (CPA) par une concession d'aménagement notifiée en date du 2 avril 2010,

CONSIDERANT que dans le cadre du programme de la concession d'aménagement, il reste à commercialiser :

- pour le secteur ZOH : le lot A – activité – dit la Danne, d'une emprise de 6.900 m² ;
- pour le secteur Bellevues Ouest : le lot C – activité – dit Clos Santeuil, d'une emprise de 30.000 m².

CONSIDERANT que du fait du quasi-achèvement de la ZAC du plateau d'Eragny, l'objectif de sa suppression vise à exclure son périmètre du champ dérogatoire des ZAC et d'acter son retour dans le droit commun de l'urbanisme, notamment concernant les divisions foncières et la Taxe Locale d'Equipement qui deviendra exigible par la commune pour les nouvelles constructions et agrandissements,

CONSIDERANT que conformément à la délibération du Conseil communautaire du 15 décembre 2009 susvisée, il est précisé que l'aménageur présentera au gestionnaire final des procès – verbaux de remises d'ouvrages pour les voiries sur lesquelles des travaux restent à réaliser ; qu'il organisera également les transferts fonciers des voiries réalisées pour mettre en adéquation le statut foncier avec la répartition des compétences entre la Communauté d'Agglomération et la Commune pour la gestion des voiries et que les ouvrages réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) et sur lesquelles la Communauté d'agglomération n'est pas intervenue en tant qu'aménageur sont remis de fait aux collectivités,

CONSIDERANT que la liste des travaux restant à réaliser dans le cadre de la concession d'aménagement est jointe en annexe,

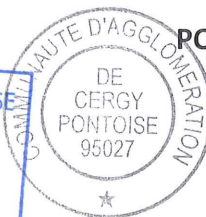
CONSIDERANT que la suppression de la ZAC n'a pas d'impact financier ; qu'il est neutre pour la Communauté d'Agglomération puisque la suppression ne remet pas en cause le programme et les engagements pris dans la concession d'aménagement, même en dehors de la procédure de ZAC ; que les deux derniers terrains à commercialiser le demeurent avec la même affectation, et que les derniers travaux seront bien réalisés conformément au bilan financier prévisionnel annexé à la concession d'aménagement,

CONSIDERANT les principales conséquences de la suppression de la ZAC, telles que présentées en annexe,

APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE

1/ APPROUVE la suppression de la ZAC du plateau d'Eragny à Eragny-sur-Oise et Saint-Ouen l'Aumône, avant leur achèvement définitif (commercialisation, travaux et remise des ouvrages),

2/ DIT que la présente délibération fera l'objet des modalités de publicité et d'information prévues par l'article R311-5 du code de l'urbanisme.



**POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT**

Dominique LEFEBVRE

95610
(VAL D'OISE)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION
19 OCTOBRE 1987

DATE D'AFFICHAGE

19 OCTOBRE 1987

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE 33

PRÉSENTS 24

VOTANTS 30

OBJET :

INSTAURATION DU DROIT
DE PREEMPTION URBAIN SUR
LE TERRITOIRE COMMUNAL.

Date de Publication
de la présente
délibération le
24 Octobre 1987.

L'an mil neuf cent quatre vingt sept
Le vingt trois Octobre

à vingt et une heures
Le Conseil Municipal

légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de
Monsieur DON MARINO, Maire

Etaient présents :

MM e LARGEAU, MM LERONDEAU, DACHEUX, Mme GIRAUDIER, MM CORNEC,
BOUILLON, COURTEILLE, LEOVICI, Maires-Adjoints,
M BARRAT, Mmes IVANOVSKI, VASTRA, MM TOMBELLE, HOUSINGER, CHEVALLIER,
Mmes CROUIN, MOUCHOTTE, MM HEUZE, MULLER, Mmes DE COSTER, LOUBEL,
MM PENPENY, FAUCON, ALLEGRE, Conseillers Municipaux

Formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS EXCUSES ET REPRESENTES :

| | |
|----------------------|---------------------------------------|
| Monsieur BERLAND | a donné pouvoir à Monsieur DON MARINO |
| Monsieur NOTTEY | a donné pouvoir à Monsieur CORNEC |
| Madame LHERONDEL | a donné pouvoir à Monsieur HOUSINGER |
| Madame HUOT-MARCHAND | a donné pouvoir à Madame MOUCHOTTE |
| Madame GILLOT | a donné pouvoir à Monsieur DACHEUX |
| Monsieur LEOST | a donné pouvoir à Madame CROUIN |

ABSENTS EXCUSES : Monsieur MATHEY.

ABSENTS : Monsieur SYLVAIN, Monsieur TUTIN.

Monsieur PENPENY a été désigné Secrétaire de Séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code des Communes,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée et complétée par la
loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982 relative aux droits et libertés
des Communes, Départements et Régions et leurs textes d'application,

VU la loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 complétée par la loi n° 83-663
du 22 Juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre
les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat et leurs
textes d'application,

VU la loi n° 83-636 du 13 Juillet 1983 modifiée portant modification
du statut des agglomérations nouvelles et ses textes d'application,

VU la loi n° 85-729 du 18 Juillet 1985 portant définition et mise en
oeuvre des principes d'aménagement,

VU la loi n° 86-1290 du 23 Décembre 1986 dite "Méhaignerie", titre
3,

VU la loi n° 87-557 du 17 Juillet 1987 complétant la loi n° 85-729
du 18 Juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre
de principes d'aménagement,

VU les Décrets n° 86-516 du 14 Mars 1986 et n° 86-748 du 27 Mai 1986 relatifs au droit de Prémption Urbain, aux Zones d'Aménagement différé, aux Espaces Naturels Sensibles des Départements et au contrôle de certaines divisions foncières,

VU le décret n° 87-284 du 22 Avril 1987 portant droit de Prémption Urbain, Zone d'Aménagement Différé, Espaces Naturels Sensibles des Départements et Contrôle de certaines Divisions Foncières,

VU la circulaire ministérielle du 27 Avril 1987 prise en application du titre 3 de la loi n° 86-1290 dite "Méhaignerie",

VU le Schéma Directeur de l'Agglomération Nouvelle de CERGY-PONTOISE approuvé le 23 Mars 1987,

VU l'arrêté de Monsieur le Préfet, Commissaire de la République du Département du Val d'Oise, en date du 21 Décembre 1983 portant modification de la liste des Communes de l'Agglomération Nouvelle de CERGY-PONTOISE et révision des limites territoriales des Communes et du périmètre d'urbanisation,

VU les Zones d'Aménagement Concerté approuvées les 4 Septembre 1979 et 19 Octobre 1981,

VU le Plan d'Aménagement de Zone de la Zone d'Aménagement Concerté du Plateau d'ERAGNY approuvé le 4 Septembre 1979,

VU le Plan d'Aménagement de Zone de la Zone d'Aménagement Concerté de la Zone d'Activités des Bellevues approuvé le 19 Novembre 1981,

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 Juillet 1979 créant une Zone d'Aménagement Différé provisoire sur ERAGNY-SUR-OISE,

VU le Décret ministériel en date du 21 Juillet 1982 créant une Zone d'Aménagement Différé sur ERAGNY-SUR-OISE,

VU ses délibérations en date des 7 Novembre 1986 et 12 Mai 1987 arrêtant le Plan d'Occupation des Sols de la Commune,

VU l'arrêté de Monsieur le Maire en date du 22 Mai 1987 rendant public le Plan d'Occupation des Sols de la Commune,

VU l'avis favorable unanime de la Commission d'Urbanisme en date du 10 Septembre 1987,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de laisser à la Commune toute latitude quant à l'exercice du Droit de Prémption Urbain,

CONSIDERANT qu'il y a un intérêt à ce que ce droit soit mis en oeuvre,

Après avoir entendu Monsieur COURTEILLE, Maire-Adjoint chargé de l'Urbanisme,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'instaurer un Droit de Prémption Urbain sur les Zones Urbaines du Plan d'Occupation des Sols de la Commune, telles qu'elles figurent au P.O.S. publié par arrêté du Maire en date du 22 Mai 1987,

PRECISE que les Zones urbaines du Plan d'Occupation des Sols soumises à un droit de préemption relevant de la Zone d'Aménagement Différé, créée le 21 Juillet 1982, sont exclues du champ d'application du Droit de Prémption Urbain jusqu'à l'échéance de cette ZAD,

INDIQUE que le bénéficiaire du Droit de Prémption Urbain institué sera la Commune d'ERAGNY-SUR-OISE,

DIT que le Plan instituant le D.P.U. sera celui du P.O.S publié et qu'il sera consultable en Mairie aux Services Techniques au 251 Boulevard des Aviateurs Alliés à ERAGNY-SUR-OISE,

DIT que la présente délibération sera adressée :

- . à la Direction Départementale des Services Fiscaux,
- . au Conseil Supérieur du Notariat,
- . à la Chambre Départementale des Notaires,
- . au greffe du Tribunal de Grande Instance de PONTOISE,
- . au Barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance de PONTOISE,
- . au Syndicat d'Agglomération Nouvelle de CERGY-PONTOISE,

DIT que la présente délibération sera affichée durant un mois en Mairie, en Mairie Annexe et aux Services Techniques Municipaux,

DIT qu'une mention de la présente délibération sera insérée dans les journaux suivants :

- . la Gazette du Val d'Oise, 2 place de la Corne 95300 PONTOISE,
- . le Parisien Libéré - Val d'Oise Matin, 25 Avenue Michelet 93408 SAINT-OUEN,

POUR EXTRAIT CONFORME,

 Le Maire,

L. DON MARINO





2011/001

SOUS-PRÉFET DE PONTOISE

15 FEV. 2011

ARRIVÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE D'ERAGNY SUR OISE

DATE DE CONVOCATION

04 février 2011

DATE D'AFFICHAGE

04 février 2011

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 33

PRESENTS : 25
26

(à partir de 20h45).

VOTANTS : 32

SG-AMH-001

Domaine : 2.3 – Droit de
Préemption Urbain

OBJET :
DROIT DE PREEMPTION
URBAIN : MODIFICATION
DU PERIMETRE

L'an deux mille onze

Le dix février, à vingt heures,

Le Conseil Municipal d'Eragny sur Oise, légalement convoqué, s'est réuni à LA MAISON DE LA CHALLE – SALLE VICTOR JARA, en séance publique, sous la présidence de Madame Dominique GILLOT, Maire,

Etaient présents : Messieurs, Mesdames, Roland GROS, Francette GAUDIN, Gérard BURN, Pierrette BORGNE, Patrice BORCIER, Dominique RAMSI, Pierre MATHEVET, Yannick MAURICE, Mehdi NEDJADI, Adjoints au Maire, Bernard ROUSSEL, Guy PRUDON, Conseillers Municipaux Délégués, Hélène CHATILLON, Catherine MARSILE, Béatrice FURET, Sylvie BRIGANDAT (à partir de 20h45), Philippe RELIN, Estelle CARRON, Jimmy ZE, David GANDON, Chantal BAGGIO, Jean-Pierre HARDY, Claude THOMAS, Joëlle MARTINEZ, Frédérick TOURNERET, Patrick BENSMAIL Conseillers Municipaux représentant la majorité des Membres en exercice.

Absents excusés et représentés :

- Madame Nicole GUGELMANN a donné pouvoir à Madame Yannick MAURICE.
- Monsieur Djibrirou CISSE a donné pouvoir à Monsieur Roland GROS.
- Monsieur Jean-Pierre PARAY a donné pouvoir à Madame Hélène CHATILLON.
- Madame Sylvie BRIGANDAT a donné pouvoir à Monsieur Philippe RELIN (jusqu'à 20h45).
- Madame Maria-Térèse FORME a donné pouvoir à Monsieur Gérard BURN.
- Madame Céliane NAVARRO a donné pouvoir à Monsieur Patrice BORCIER.
- Madame Monique MERIZIO a donné pouvoir à Monsieur Jean Pierre HARDY.

Absent : Monsieur Giovanni DEL FRANCO

Madame Chantal BAGGIO a été désignée comme Secrétaire de séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur présentation de Monsieur Roland GROS, Premier Adjoint au Maire, chargé de la Vie Urbaine et du Développement Economique,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L211-1 à L 211-7,

VU la Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain dite Loi SRU,

VU la Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat dite Loi UH,

DATE D'AFFICHAGE DE
LA PRESENTE
DELIBERATION :
11 février 2011

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 23 octobre 1987 instituant le droit de préemption urbain,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 1991 étendant le champ d'application du droit de préemption urbain au périmètre de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Plateau, hors périmètre d'urbanisation et hors Zone d'Aménagement Différé (ZAD),

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 1992 étendant le champ d'application du droit de préemption urbain aux parties nouvelles du POS (zones urbaines U, zones à urbaniser NA, et zones urbaines des ZAC hors périmètre d'agglomération et hors ZAD),

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 4 mai 1995 étendant le champ d'application du droit de préemption urbain aux nouvelles zones urbaines du POS,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 avril 2001 étendant le champ d'application du droit de préemption urbain aux nouvelles zones urbaines et urbanisables à terme des POS et sur les zones urbaines des ZAC hors périmètre d'urbanisation,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 février 2011,

VU l'avis de la commission Vie Urbaine et Développement Economique en date du 07 février 2011,

VU l'avis du bureau municipal du 03 février 2011,

CONSIDERANT que pour avoir une bonne maîtrise foncière du territoire, il est nécessaire d'être cohérent dans le périmètre du droit de préemption urbain avec le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 février 2011.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE d'étendre le périmètre d'application du droit de préemption urbain simple à toutes les zones urbaines (zones U) et à urbaniser (zones AU) du Plan Local d'Urbanisme conformément au plan annexé à la présente délibération,

PRECISE que le nouveau périmètre du droit de préemption urbain simple entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire.

PRECISE que le nouveau périmètre d'application du droit de préemption urbain simple sera annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R123-13 4° du Code de l'Urbanisme.

DIT que la présente délibération fera l'objet conformément à l'article R 211-2 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage en mairie pendant un mois
- d'une mention dans deux journaux diffusés dans le Département

DIT que la présente délibération fera l'objet conformément à l'article R 211-3 du Code de l'Urbanisme, d'une transmission :

- au Directeur Départemental des services fiscaux,
- au Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- aux barreaux constitués auprès du Tribunal de Grande Instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain simple,

- aux greffe des mêmes tribunaux.

DIT que le Directeur Général des Services de la Commune d'Eragny-sur-Oise est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au contrôle de légalité dont ampliation sera publiée au recueil des actes administratifs de la Ville,

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

ADOpte A L'UNANIMITE,



Dominique GILLOT

Maire d'Eragny-sur-Oise
1^{ère} Vice Présidente du Conseil Général du Val d'Oise

SOUS-PRÉFET DE PONTOISE

15 FEV. 2011

ARRIVÉE

Périmètre de Droit de Préemption Urbain
Commune d'Eragny-sur-Oise

VU POUR ETRE ANNEXE A LA
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL
MUNICIPAL DU 10 FEV. 2011
ÉRAGNY-SUR-OISE, le 15 FEV. 2011



Dominique GILLOT
Maire d'ÉRAGNY-SUR-OISE
1ère Vice-Présidente du
Conseil Général du Val d'Ois.

1/15000



HYDROCARBURES LIQUIDES

I. GENERALITES

Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipelines par la société d'économie mixtes des transports pétroliers par pipelines (TRAPIL).
Loi n° 49.1060 du 2 août 1949 modifié par la loi n° 51.712 du 7 juin 1951.
Décret n° 50.836 du 8 juillet 1950 modifié par le décret n° 63.82 du 4 février 1963
Ministère de l'Industrie - Direction générale de l'énergie et des matières premières - Direction des hydrocarbures

II PROCEDURE D'INSTITUTION

A. Procédure

a. Pipelines concernés

Pipelines, que la société d'économie mixte des transports pétroliers par pipelines (TRAPIL) est autorisée à construire entre la Basse Seine et les dépôts d'hydrocarbures de la région parisienne (Loi n° 49.1060 du 2 août 1949 article 6-1er alinéa);
tous autres pipelines présentant un intérêt pour la défense nationale et autorisés par décret en Conseil d'Etat (Loi n° 51.712 du 7 juin 1951, article 1er)

b. Procédure

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires, les servitudes dont peut bénéficier au titre des textes mentionnés au § I. ci-dessus, la société des transports pétroliers par pipelines, sont instituées après déclaration d'utilité publique, conformément à la législation relative à l'expropriation (article 3 modifié du décret n° 50.836 du 8.7.1950).

La société des transports pétroliers par pipelines distingue dans le plan parcellaire des terrains qu'elle établit, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux, les terrains pour lesquels est demandée l'expropriation totale ou partielle et ceux qu'elle désire voir grever de servitudes (article 3 ter du décret n° 50.836 du 8.7.1950).

Au cours de l'enquête parcellaire, les propriétaires font connaître s'ils acceptent l'établissement des servitudes ou s'ils demandent l'expropriation. Le propriétaire qui garde le silence sur ce point est réputé accepter l'établissement des servitudes (article 3 ter du décret n° 50.836 du 8.7.1950).

L'arrêté de cessibilité, pris au vu des résultats de l'enquête parcellaire détermine les parcelles frappées de servitudes et celles qui devront être cédées. Parmi les parcelles soumises à servitudes l'arrêté de cessibilité distingue, éventuellement, celles pour qui les servitudes pourront être limitées (article 3 ter et 4 du décret n° 50.836 du 8.7.1950).

A défaut d'accord, le juge compétent prononce les expropriations ou décide de l'établissement des servitudes conformément aux dispositions de l'arrêté de cessibilité (article 4 du décret n° 50.836 du 8.7.1950).

Les propriétaires n'acceptant pas les servitudes, ainsi établies, disposent d'un délai d'1 an à compter de la décision judiciaire, pour demander l'expropriation (article 3 ter du décret n° 50.836 du 8.7.1950).

B. Indemnisation

(Loi n° 49.1060 du 2 août 1949 article 7)

L'indemnité due en raison de l'établissement de la servitude correspond à la réduction permanente des droits des propriétaires des terrains grevés (article 4 du décret n° 50.836 du 8.7.1950 modifié).

La détermination du montant de l'indemnité se poursuit conformément aux règles relatives de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'indemnité due à raison des dommages causés par les travaux est à la charge du bénéficiaire. Le dommage est déterminé à l'amiable ou fixé par le tribunal administratif en cas de désaccord. En tout état de cause, sa détermination est précédée d'une visite contradictoire des lieux effectuée par l'ingénieur en chef du contrôle technique en présence du propriétaire et des personnes qui exploitent le terrain si tel est le cas (article 5 du décret n° 50.836 du 8.7.1950 modifié).

La demande d'indemnité doit être présentée au plus tard dans les 2 ans à dater du moment où ont cessé les faits constitutifs du dommage.

C. Publicité

Notification aux propriétaires intéressés, de l'arrêté d'ouverture d'enquête parcellaire, dans les conditions prévues par l'article R11.22 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

I¹ bis

arrivée PU le
- 9 AVR. 2015

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

IDENTIFICATION DE L'OUVRAGE

PIPELINES LE HAVRE - PARIS
LHP.1 (ø 273 mm.) - LHP.2 (ø 323mm.) - LHP.3 (ø 508mm.)

arrivée PU le
- 9 AVR. 2015

REFERENCES JURIDIQUES

Code National de Référence (art.. R126.1 du code de l'Urbanisme) :

I 1 bis

Textes instituant la servitude :

Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de pipeline par la
Société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL)

Loi 49-1060 du 2 août 1949 modifiée par la Loi 51-712 du 7 juin 1951

Décret 50-836 du 8 juillet 1950 modifié par le Décret 63-82 du

4 février 1963 pour application des articles 7 et 8 de la Loi 49-1060

Acte(s) lié(s) à l'Ouvrage : Décret d'Utilité Publique du 19 mai 1952 pour LHP.1 et LHP.2
(le cas échéant) Décret d'Utilité Publique du 5 août 1964 pour LHP.3

SERVICE GESTIONNAIRE

Société des Transports Pétroliers par Pipeline (TRAPIL)

7 et 9, rue des Frères Morane

75738 PARIS CEDEX 15

01.55.76.80.00

COMMUNES CONCERNEES

SAINT CLAIR SUR EPTE
BUHY
LA CHAPELLE EN VEXIN
SAINT GERVAIS
MAGNY EN VEXIN
CHARMONT
BANTHELU
CLERY EN VEXIN
GUIRY
GADANCOURT
AVERNES
THEMERICOURT
VIGNY
LONGUESSE
SAGY

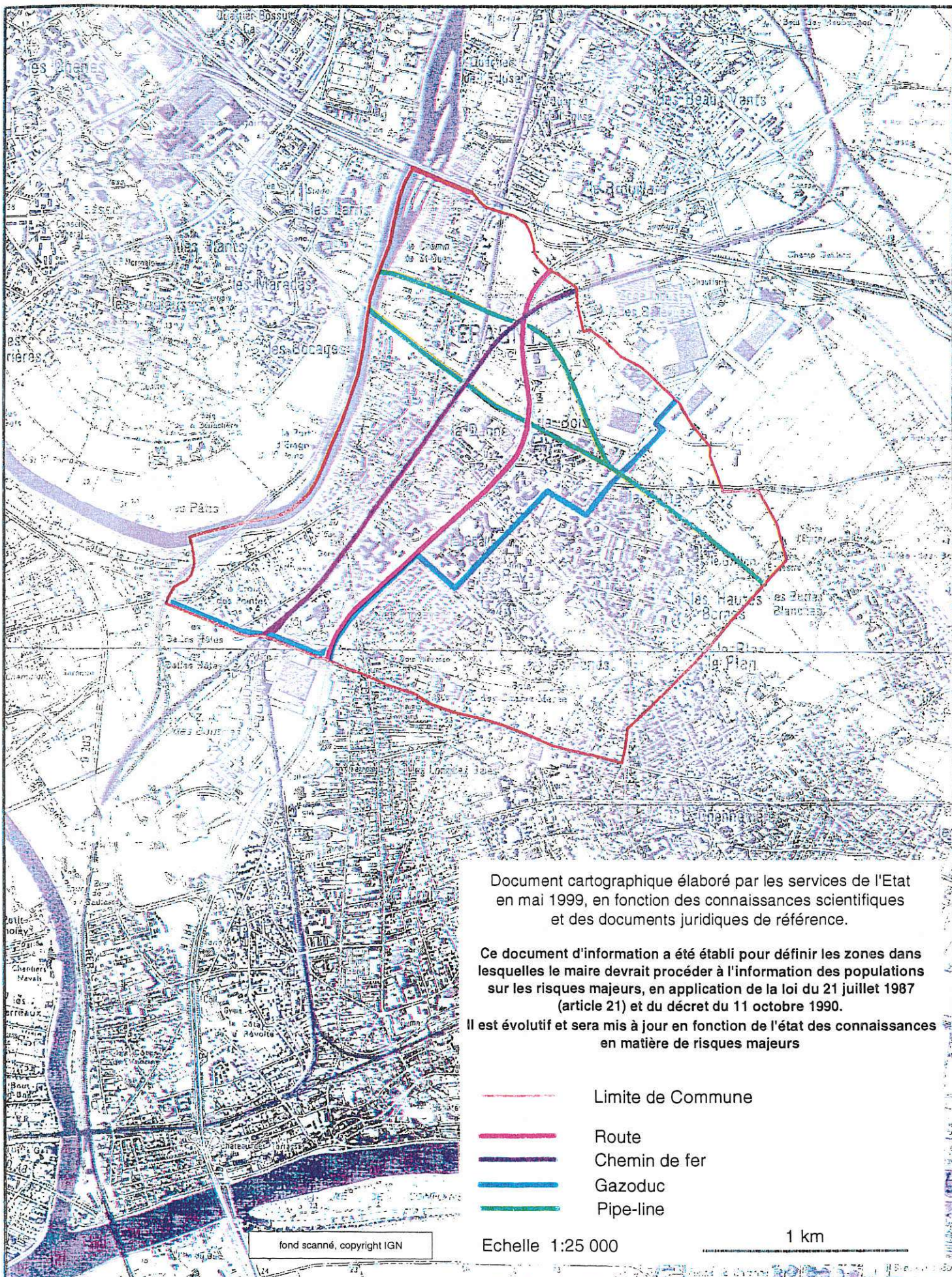
COURDIMANCHE
ABLEIGES
CERGY
PONTOISE
ERAGNY
HERBLAY
PIERRELAYE
MONTIGNY LES CORMEILLES
LA FRETTE
FRANCONVILLE
CORMEILLES EN PARISIS
SANNOIS
ARGENTEUIL

DOSSIER COMMUNAL SUR LES RISQUES MAJEURS

Localisation des zones d'aléa de

ERAGNY-SUR-OISE

RISQUE DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES



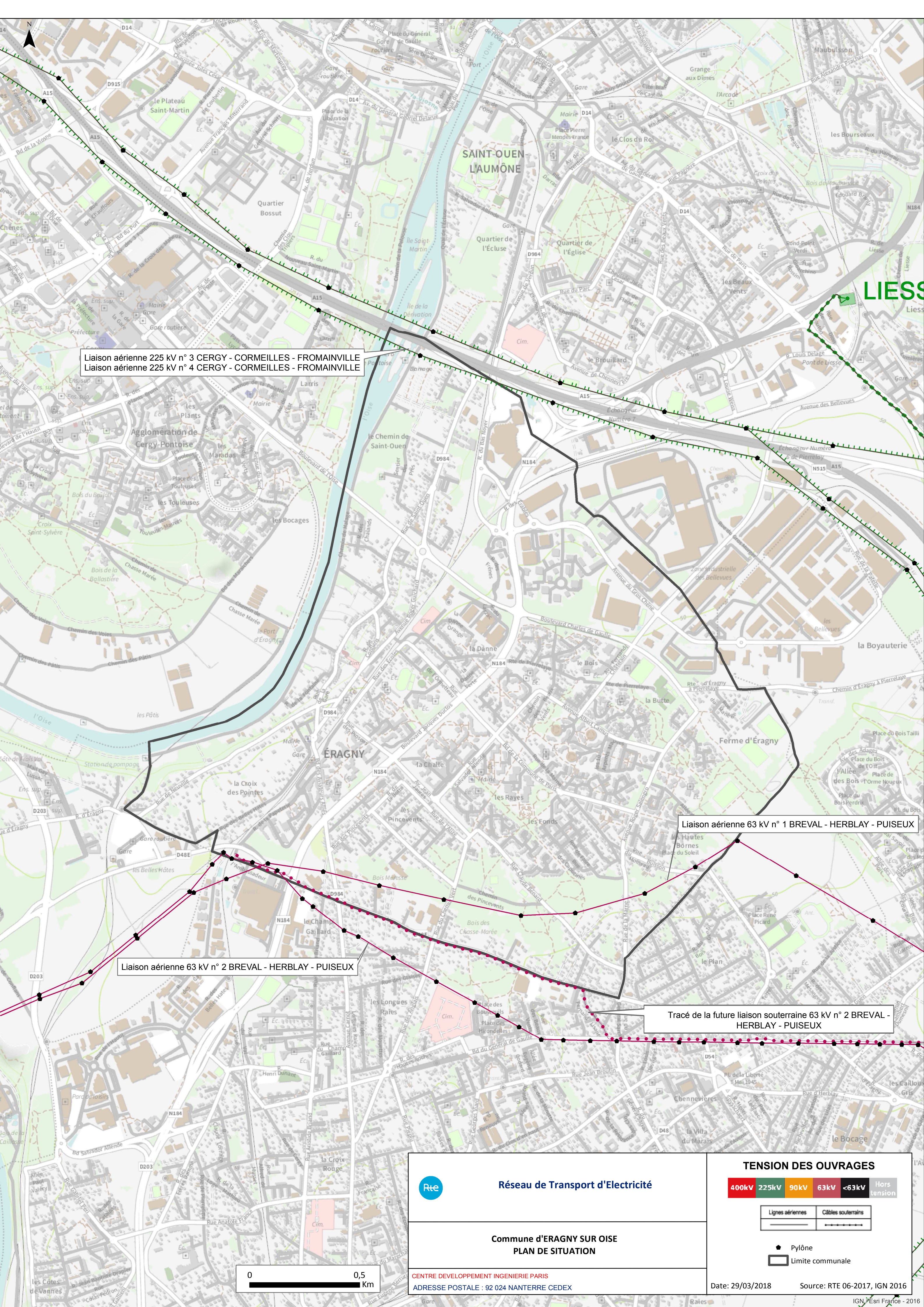
Feuille1

| |
|--|
| |
|--|

| Raison sociale | Adresse | commune |
|---|--------------------------------|-----------------|
| ASSEZ | 79 rue de Saint-Ouen | ERAGNY-SUR-OISE |
| ATELIER FRANCILIEN DE FENETRES | 83 Bis, rue Nationale | ERAGNY-SUR-OISE |
| BAGAGES HENRY PIERRE | 3 et 5 rue de la Haute Borne | ERAGNY-SUR-OISE |
| BIOGET | 35 rue de Saint Ouen | ERAGNY-SUR-OISE |
| BIOMEDIC | Z.A. des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| BP FRANCE | RN 184 boulevard DUCLOS | ERAGNY-SUR-OISE |
| CASANOVA | 78 route des Ambassadeurs | ERAGNY-SUR-OISE |
| CEBTP | ZAC des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| CENTRAPA-ANIMALIS | Centre Commercial Art de Vivre | ERAGNY-SUR-OISE |
| CEPL (ex SONY FRANCE) | 16, avenue du Gros Chêne | ERAGNY-SUR-OISE |
| CHANTIERS DE LA GARE | 58 rue des Pincevents | ERAGNY-SUR-OISE |
| CIVILE AGRICOLE DES CHAMPIGNONNIERES | Chemin du Halage | ERAGNY-SUR-OISE |
| COOPERATIVE DE TRAVAUX PUBLICS | 243 Bis, route Nationale | ERAGNY-SUR-OISE |
| Centre Commercial d'Eragny (Art de Vivre) | Centre Commercial | ERAGNY-SUR-OISE |
| DA COSTA NOBLE SARTEC SERVICE A L'INDUSTRIE | Parc d'activités des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| DECARPENTRIE | Chemin de Halage | ERAGNY-SUR-OISE |
| DELEK FRANCE (ex : BP France) | "Les Bellevues" | ERAGNY-SUR-OISE |
| DES FONDERIES FONTAINE | 202 rue de l'Ambassadeur | ERAGNY-SUR-OISE |
| DES TRANSPORTS MARECHAL DUPUY | 194 rue de l'Ambassadeur | ERAGNY-SUR-OISE |
| ERAGNY 95 (exAM Fex : RENAULT) | Avenue du Gros Chêne | ERAGNY-SUR-OISE |
| Etablissements GUY VUIBERT | Hôtel restaurant BLEU FRANCE | ERAGNY-SUR-OISE |
| FRANCE TELECOM | 8 rue du Clos Senteuil | ERAGNY-SUR-OISE |
| GROUPE CASINO | Magasin 620 | ERAGNY-SUR-OISE |
| HARITCHABALET | 112 rue de la Marne | ERAGNY-SUR-OISE |
| IMMOBILIER LUTECE | Parc d'activités des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| INDUSPA (ex METALINOR) | 16 rue Papeterie | ERAGNY-SUR-OISE |
| INDUSTRIELLE DES RADIATEURS CHARGROS - SIRC. | 51 avenue Roger Guichard | ERAGNY-SUR-OISE |
| JAEGER | ZI des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| MARECHAL AUTOMOBILES | 31/33 avenue Roger Guichard | ERAGNY-SUR-OISE |
| Monsieur GAROT Daniel | Avenue des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| Monsieur GOBERT | Chemin de Paris | ERAGNY-SUR-OISE |
| Monsieur JOUNIAUX André | 38 rue de Saint Ouen | ERAGNY-SUR-OISE |
| Monsieur LECHAUGUETTE Albert | 28 route nationale | ERAGNY-SUR-OISE |
| Monsieur MAVRE Gaston | 6 sente des Laveuses | ERAGNY-SUR-OISE |
| Monsieur NOCELLI Joseph | 3 rue du Parc | ERAGNY-SUR-OISE |
| NORTON | Rue de l'Ambassadeur | ERAGNY-SUR-OISE |
| PATIBIO | Parc d'activités des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| PETITDIDIER & FILS | 5 rue Leo Lagrange | ERAGNY-SUR-OISE |
| PETROLES SHELL - BERRE | Résidence du Bas Noyer | ERAGNY-SUR-OISE |
| RENAULT (ex GEODIS LOGISTICS) | ZI des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| S.C.A.C. FULTRANS | Parc d'Activités des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| S.C.L. PREMIUM LOGISTICS | 40 avenue du Gros Chêne | ERAGNY-SUR-OISE |
| S.E.F.N.A. | 62 rue des Pincevents | ERAGNY-SUR-OISE |

Feuille1

| | | |
|---|---|-----------------|
| SAGEM DEFENSE SECURITE | 21 avenue du Gros Chêne | ERAGNY-SUR-OISE |
| SCAC FULTRANS | Parc d'activités des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| SCALEX | Avenue des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| SCHERER | 194 rue de la Marne | ERAGNY-SUR-OISE |
| SECOND EURO INDUSTRIEL PROPERTIES ERAGNY SAS | 10 avenue des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| SODICAM | Bâtiment Sd - Parc d'activités des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| SOLO MOTEUR | 194 route des Ambassadeurs | ERAGNY-SUR-OISE |
| SPIE | Parc des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| Société SAGEM S.A. | Antenne des Bellevues | ERAGNY-SUR-OISE |
| TONNIS Gabrielle | Route des Ambassadeurs | ERAGNY-SUR-OISE |




Liaison aérienne 225 kV n° 3 CERGY - CORMEILLES - FROMAINVILLE
Liaison aérienne 225 kV n° 4 CERGY - CORMEILLES - FROMAINVILLE

Liaison aérienne 63 kV n° 1 BREVAL - HERBLAY - PUISEUX

Liaison aérienne 63 kV n° 2 BREVAL - HERBLAY - PUISEUX

Tracé de la future liaison souterraine 63 kV n° 2 BREVAL - HERBLAY - PUISEUX

**Réseau de Transport d'Electricité**

Commune d'ERAGNY SUR OISE
PLAN DE SITUATION

CENTRE DEVELOPPEMENT INGENIERIE PARIS
ADRESSE POSTALE : 92 024 NANTERRE CEDEX

TENSION DES OUVRAGES

| | | | | | |
|------------------|-------|------|--------------------|-------|--------------|
| 400kV | 225kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors tension |
| Lignes aériennes | | | Câbles souterrains | | |

● Pylône

□ Limite communale

Date: 29/03/2018Source: RTE 06-2017, IGN 2016

IGN / Esri France - 2011

NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- „Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- „Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- „Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs ERDF et /ou Régies.